



Mairie : 5 rue du Moutier - 51240
mairy.sur.marne@wanadoo.fr

ARRÊTÉ DU MAIRE N° 87

du 3 novembre 2011

Portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme.

Le MAIRE de la commune de Mairy sur Marne,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 126-1 et R 123-22 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal approuvant le PLU de Mairy-sur-Marne en date du 15 mars 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 1^{er} juillet 2011, portant approbation du plan de Prévention des Risques d'Inondation par débordement de la Marne pour les communes en amont de la communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mairy-sur-Marne est mis à jour à la date du présent arrêté.

Cette mise à jour a pour objet de prendre en compte la nouvelle servitude d'utilité publique relative à l'approbation du plan de prévention des risques d'inondation par débordement de la Marne.

Article 2 : La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à disposition du public, à la mairie et à la Préfecture de la Marne.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie durant 1 mois.

Article 4 : Le présent arrêté sera adressé à Monsieur le Préfet de la Marne.

A Mairy sur Marne le 3 novembre 2011

Le Maire certifie le caractère exécutoire
du présent arrêté déposé la Préfecture
le



ACTE REÇU LE

07 NOV. 2011

PRÉFECTURE DE LA MARNE
D. R. C. L.





Mairie : 5 rue du Moutier - 51240
mairy.sur.marne@wanadoo.fr

Ref : SG-C-2011-088



Madame le Maire

A

**Monsieur le Directeur Départemental des
Territoires de la Marne
SUHP / Cellule Urbanisme Planification de
Châlons
40 boulevard Anatole France
51022 CHALONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX**

Mairy sur Marne, le 3 novembre 2011

Objet : Mise à jour du P.L.U.

Référence : Articles L 126-1 et R 123-22 du code de l'Urbanisme

Monsieur,

Le plan de prévention du risque d'inondation (PPRi) par débordement de la Marne a été approuvé par l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2011, et vaut désormais servitude d'utilité publique, conformément à l'article L 562-4 du code de l'Environnement.

A ce titre, les communes dotées d'un plan d'occupation des sols ou d'un plan local d'urbanisme, doivent annexer ce plan à leur document d'urbanisme, conformément à l'article L 126-1 du code de l'Urbanisme.

Pour tenir compte de ce changement, le plan local d'urbanisme de Mairy-sur-Marne a été mis à jour en application de l'article R 123-22 du code de l'Urbanisme, par arrêté municipal du 3 novembre 2011.

Vous trouverez sous ce pli, un dossier comprenant :

- l'arrêté municipal constatant la mise à jour du P.L.U.
- l'arrêté préfectoral, le zonage, le règlement du PPRi par débordement de la Marne pour les communes en amont et l'extrait de la servitude d'utilité publique PM1.

Ces éléments sont à annexer aux pièces du dossier du plan local d'urbanisme de la commune.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes sincères salutations.



Le Maire,
Catherine PUJOL



PREFECTURE DE LA MARNE

CABINET DU PREFET
SERVICE INTERMINISTÉRIEL REGIONAL
DES AFFAIRES CIVILES ET ÉCONOMIQUES DE DÉFENSE
ET DE LA PROTECTION CIVILE

N° DPC - 2011 -

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT APPROBATION DU PLAN
DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES D'INONDATION**

**SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, CHEPPES-LA-PRAIRIE, CHEPY, ECURY-
SUR-COOLE, MAIRY-SUR-MARNE, OMEY, POGNY, SAINT-GERMAIN-LA-VILLE, SAINT-MARTIN-AUX-CHAMPS,
SOGNY-AUX-MOULINS, TOGNY-AUX-BOEUF, VESIGNEUL-SUR-MARNE ET VITRY-LA-VILLE**

**LE PREFET de la REGION CHAMPAGNE-ARDENNE
PREFET du DEPARTEMENT de la MARNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L562-9,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles R562-1 à R562-10,

VU le code de l'urbanisme et notamment son article L126-1,

VU l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2001 portant prescription d'un Plan de Prévention des Risques naturels d'inondation sur le territoire des communes d'Aigny, Athis, Aulnay-sur-Marne, Châlons-en-Champagne, Cheppes-la-Prairie, Chepy, Cherville, Compertrix, Condé-sur-Marne, Coolus, Ecury-sur-Cooles, Fagnières, Jalons, Juvigny, La Chaussée-sur-Marne, Mairy-sur-Marne, Matougues, Moncetz-Longevas, Omev, Pognv, Recv, Saint-Germain-la-Ville, Saint-Gibrien, Saint-Martin-aux-Champs, Saint-Martin-sur-le-Pré, Saint-Memmie, Sarry, Sognv-aux-Moulins, Tognv-aux-Boeufs, Vésigneul-sur-Marne, Vitry-la-Ville, Vraux,

VU l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2008 portant prescription d'un Plan de Prévention des Risques naturels d'inondation sur le territoire des communes de La Chaussée-sur-Marne, Cheppes-la-Prairie, Chepy, Ecury-sur-Cooles, Mairy-sur-Marne, Omev, Pognv, Saint-Germain-la-Ville, Saint-Martin-aux-Champs, Sognv-aux-Moulins, Tognv-aux-Boeufs, Vésigneul-sur-Marne et Vitry-la-Ville,

VU les avis des conseils municipaux des communes concernées, consultés conformément à l'article R562-7 du code de l'environnement,

VU les avis des services et organismes consultés conformément à l'article R562-7 du code de l'environnement,

VU la décision n° E10000150/51 en date du 12 juillet 2010 de Monsieur le président du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, désignant Monsieur Michel Loiselet, en qualité de commissaire-enquêteur, pour mener l'enquête publique relative au projet de Plan de Prévention des Risques d'inondation sur le territoire des communes de La Chaussée-sur-Marne, Cheppes-la-Prairie, Chepy, Ecury-sur-Coole, Mairy-sur-Marne, Omev, Pogny, Saint-Germain-la-Ville, Saint-Martin-aux-Champs, Sogny-aux-Moulins, Tognv-aux-Boeufs, Vésigneul-sur-Marne et Vitry-la-Ville,

VU l'arrêté préfectoral n° DPC-115/2010 du 13 septembre 2010 portant ouverture d'une enquête publique sur le projet de Plan de Prévention des Risques d'inondation sur le territoire des communes de La Chaussée-sur-Marne, Cheppes-la-Prairie, Chepy, Ecury-sur-Coole, Mairy-sur-Marne, Omev, Pogny, Saint-Germain-la-Ville, Saint-Martin-aux-Champs, Sogny-aux-Moulins, Tognv-aux-Boeufs, Vésigneul-sur-Marne et Vitry-la-Ville, conformément aux articles L123-1 et suivants du code de l'environnement,

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du mercredi 13 octobre 2010 au vendredi 19 novembre 2010, conformément aux articles L123-1 et suivants du code de l'environnement, et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 15 décembre 2010,

VU les modifications apportées au projet de Plan de Prévention des Risques d'inondation sur le territoire des communes de La Chaussée-sur-Marne, Cheppes-la-Prairie, Chepy, Ecury-sur-Coole, Mairy-sur-Marne, Omev, Pogny, Saint-Germain-la-Ville, Saint-Martin-aux-Champs, Sogny-aux-Moulins, Tognv-aux-Boeufs, Vésigneul-sur-Marne et Vitry-la-Ville,

Sur proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet ;

ARRETE

Article 1

Le Plan de Prévention des Risques d'inondation par débordement de la rivière Marne sur le territoire des communes de La Chaussée-sur-Marne, Cheppes-la-Prairie, Chepy, Ecury-sur-Coole, Mairy-sur-Marne, Omev, Pogny, Saint-Germain-la-Ville, Saint-Martin-aux-Champs, Sogny-aux-Moulins, Tognv-aux-Boeufs, Vésigneul-sur-Marne et Vitry-la-Ville, est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté, conformément à l'article R562-9 du code de l'environnement.

Il s'applique sur le territoire des communes de La Chaussée-sur-Marne, Cheppes-la-Prairie, Chepy, Ecury-sur-Coole, Mairy-sur-Marne, Omev, Pogny, Saint-Germain-la-Ville, Saint-Martin-aux-Champs, Sogny-aux-Moulins, Tognv-aux-Boeufs, Vésigneul-sur-Marne et Vitry-la-Ville.

Article 2

Le Plan de Prévention des Risques d'inondation contient les documents suivants joints en annexe :

- un rapport de présentation,
- des documents graphiques : un plan de situation au 1/25000^{ème} et des cartes au 1/10000^{ème} reprenant les zones réglementées,
- un règlement définissant les zones réglementées et précisant les dispositions applicables pour chaque zone.

Article 3

Conformément à l'article L562-4 du code de l'environnement, le Plan de Prévention des Risques d'inondation approuvé sur le territoire des communes de La Chaussée-sur-Marne, Cheppes-la-Prairie,

Chepy, Ecury-sur-Coole, Mairy-sur-Marne, Omev, Pogny, Saint-Germain-la-Ville, Saint-Martin-aux-Champs, Sogny-aux-Moulins, Togny-aux-Boeufs, Vésigneul-sur-Marne et Vitry-la-Ville, vaut servitude d'utilité publique.

Les Maires des communes concernées doivent annexer le Plan de Prévention des Risques d'inondation approuvé au plan local d'urbanisme approuvé ou au plan d'occupation des sols, conformément aux dispositions de l'article L126-1 du code de l'urbanisme.

Article 4

Le présent arrêté et le dossier qui lui est annexé seront notifiés à chacune des treize communes concernées.

Article 5

Le présent arrêté et le dossier qui lui est annexé seront tenus à la disposition du public, conformément à l'article R562-9 du code de l'environnement, dans les mairies des treize communes concernées ainsi que dans les locaux de la Préfecture de la Marne.

Article 6

Les maires de chacune des treize communes concernées devront conformément à l'article R562-9 du code de l'environnement, afficher une copie du présent arrêté pendant un mois minimum. L'accomplissement de cette formalité sera certifié par les maires en adressant un certificat d'affichage à la Préfecture de la Marne – SIRACEDPC à l'expiration du délai d'affichage.

Cet arrêté sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Marne, et mention sera faite dans deux journaux diffusés dans le département de la Marne.

Article 7

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur de Cabinet du Préfet de la Marne, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Marne et Mesdames et Messieurs les Maires des communes de La Chaussée-sur-Marne, Cheppes-la-Prairie, Chepy, Ecury-sur-Coole, Mairy-sur-Marne, Omev, Pogny, Saint-Germain-la-Ville, Saint-Martin-aux-Champs, Sogny-aux-Moulins, Togny-aux-Boeufs, Vésigneul-sur-Marne et Vitry-la-Ville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Châlons-en-Champagne, le **01** **JUIL** 2011

Le Préfet

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop and a trailing flourish.

DÉPARTEMENT DE LA MARNE

ARRONDISSEMENT
DE CHALONS-SUR-MARNE

COMMUNE

DE

MAIRY-SUR-MARNE

51240 La Chaussée-sur-Marne

A.U.D.C./SA-KK/2002 685

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'EQUIPEMENT
51 - CHALONS SUR MARNE

- 3 JUIN 2002

* SPAG / MG - COURRIER *

Mairi-sur-Marne le 28 Mai 2002

Le Maire de Mairi-sur-Marne
àMonsieur le Directeur Départemental
de l'Equipement
40 boulevard Anatole France

51022 CHALONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX

**Objet : Révision du Plan Local d'Urbanisme de Mairi-sur-Marne
Invitation****P.J. : 1**

Monsieur le Directeur Départemental,

J'ai le plaisir de vous inviter à la prochaine réunion de la commission municipale d'urbanisme relative à la révision du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Mairi-sur-Marne fixée au :

**Mardi 11 juin 2002 à 14 heures
à la mairie de Mairi-sur-Marne**

L'ordre du jour sera consacré à l'examen du projet de P.L.U. et notamment à :

- l'aménagement des zones d'extension à court terme,
- la gestion des boisements,
- la prise en compte du risque d'inondation,
- la protection du château (possibilité de modifier le périmètre de 500 m cf. art. 40 de la loi S.R.U.),
- la réglementation des pylônes concernant la téléphonie mobile et les éoliennes...

Ces questions et orientations figurent dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.) de Mairi-sur-Marne ci-joint.

Comptant sur votre participation, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Départemental, à l'expression de mes sentiments distingués.

DDE 51	
S. A. E. 022475	
le 23 JUIN 2002	Attribution Info
Secrétariat	
Chef S. A. E.	
AU	7 X
BA	
DU	
GUGE	
MOP	
Subd. Chalons	X



Le Maire,

Dany DROUOT

Denis
cette révision est
envoyée par la Subdivision
Philippe
4.6.02

P.L.U. DE MAIRY-SUR-MARNE

Projet d'Aménagement et de Développement Durable

Le Plan Local d'Urbanisme est l'expression du projet urbain de la commune et constitue le cadre de cohérence des différentes actions d'aménagement. A ce titre, il comporte un nouveau document spécifique à **caractère prescriptif**, qui vient en appui du règlement et des plans de zonage, "le projet d'aménagement et de développement durable" (PADD).

Le PADD définit (dans le respect des objectifs et principes énoncé aux articles L.110 et L.121-1 du code de l'urbanisme) **le projet global de la commune** (les orientations d'urbanisme et d'aménagement) et précise éventuellement les projets d'aménagement de la commune portant sur les points suivants :

- les mesures de nature à préserver les centres-villes et centres de quartiers, les développer ou en créer de nouveaux ;
- les actions et opérations favorisant le renouvellement urbain, notamment les interventions destinées à lutter contre l'insalubrité et à restaurer ou réhabiliter des îlots ou des immeubles ;
- les caractéristiques et le traitement des rues, sentiers piétonniers et pistes cyclables et des espaces et ouvrages publics à conserver, à modifier ou à créer ;
- les actions et opérations d'aménagement de nature à assurer la sauvegarde de la diversité commerciale des quartiers ;
- les conditions d'aménagement des entrées de ville en prenant notamment en compte les nuisances, la sécurité, la qualité architecturale ainsi que la qualité de l'urbanisme et des paysages ;
- les mesures envisagées pour la préservation des paysages et de l'environnement.

D'implantation très ancienne, la commune de Mairy-sur-Marne fait partie du chapelet de villages qui se sont implantés sur un gué le long de la vallée de la Marne entre Vitry-le-François et Epernay. L'agriculture est une richesse fondamentale du territoire. Elle contribue au maintien de la population et à l'activité économique de la commune.

Par ailleurs, la proximité de l'agglomération châlonnaise et la position de la commune au carrefour des R.D. 2, R.D. 80 et R.D. 280 favorisent l'attractivité de la commune au niveau résidentiel et économique. Ces atouts sont renforcés par un environnement naturel de qualité et la possibilité d'activités de loisirs qui tirent parti de la proximité de l'eau ainsi que par un patrimoine monumental remarquable au niveau de la région de Châlons.

Le projet d'aménagement et de développement durable vise à conforter ce potentiel diversifié et à améliorer le cadre et la qualité de vie. Pour les dix années à venir, la commune souhaite organiser son développement autour des objectifs suivants :

En premier lieu, elle entend poursuivre un développement urbain maîtrisé et cohérent pour les besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques et d'équipements publics. Ce développement doit s'appuyer sur l'aménagement d'une zone d'activités bénéficiant des atouts de localisation de Mairy dans le réseau des infrastructures routières et sur la réalisation de zones d'habitat bien réparties géographiquement et répondant aux objectifs de mixité sociale et de diversité des logements.

Parallèlement, et pour répondre au souci croissant de sécurité et de tranquillité des habitants, il convient d'améliorer l'organisation des circulations afin de dissocier les flux de circulation liés aux activités économiques et aux trafics de transit des circulations internes à la commune. La déviation des R.D. 2, R.D. 80 et R.D. 280, dont la réalisation ne peut être envisagée que

par phases, permet de repenser le réseau de voirie interne en privilégiant la qualité des espaces publics dans le traitement des voies. Ce réseau routier de proximité doit tenir compte des besoins de desserte des constructions nouvelles et des caractéristiques de la commune avec notamment des voies principales correspondant aux actuelles routes départementales et un ensemble de cheminements pouvant offrir des occasions de promenade conduisant du village aux zones boisées proches du château voire jusqu'à la vallée de la Marne.

L'organisation des déplacements et le souci de limiter les nuisances au sein du village sont également liés au troisième objectif qui est de **préserver l'espace et l'outil de production agricole**. La protection de l'espace agricole revêt trois aspects :

- l'organisation des circulations agricoles répondant aux caractéristiques des engins et outils agricoles tout en limitant les perturbations et nuisances à l'intérieur du tissu urbanisé. Le remembrement intercommunal en cours est un atout décisif dans la mise en œuvre de ce projet en permettant la prise en compte des emprises foncières,
- la fixation claire des limites de l'espace urbain et à urbaniser et de l'espace agricole par les plans de zonage,
- la définition des activités liées à l'agriculture et à l'élevage pouvant s'implanter dans l'espace agricole en tenant compte de la fonctionnalité des accès routiers, de l'insertion des constructions dans le paysage et de la situation par rapport aux vents dominants. Réciproquement, ces implantations doivent être assurées d'une pérennité impliquant une stricte limitation des possibilités de construire à proximité des installations agricoles. **SECTEURS EVENTUELS A LOCALISER.**

Enfin, la commune se doit de **préserver et de mettre en valeur les atouts patrimoniaux** qui sont les siens tant en terme d'architecture, avec le château de Mairy, que d'éléments naturels et des paysages. Cet objectif de protection et de mise en valeur de l'environnement se traduit par :

- la préservation des sites naturels : boisements du parc du château, boisements de la vallée de la Marne et de la Guenelle, boisements de la plaine agricole, plantations d'alignement le long des routes départementales,
- la poursuite de la mise en valeur du château et notamment de la perspective sur le monument depuis la rue Saint-Michel,
- l'aménagement d'un réseau piétonnier reliant le village aux zones boisées et à la vallée de la Marne,
- la préservation de la perspective de l'ancienne voie romaine,
- le traitement paysager des franges urbaines en périphérie des lotissements existants comme le "Jardinet" ou des opérations futures. Ce traitement doit permettre l'intégration paysagère des constructions, répondre aux préoccupations de réduction des nuisances (bruit des routes existantes ou des déviations projetées) de sécurité (ruissellement) et éviter un contact direct entre habitat et activité agricole pouvant être source de conflits de voisinage,
- la prise en compte des nuisances (nuisances sonores dues à la circulation – limitation des types d'activités admises dans la zone artisanale) et des risques naturels prévisibles (inondation - ruissellement),
- la promotion de l'image de la commune dans le cadre des déviations routières (ex : aménagement d'aires de pique-nique).

ARRONDISSEMENT DE
CHALONS EN CHAMPAGNE
COMMUNE DE
MAIRY SUR MARNE

03 26 70 67 10 Fax 03 26 68 54 99

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'EQUIPEMENT
51 - CHALONS SUR MARNE

- 3 JUIN 2002

* SPAG / MG - COURRIER *

Le Maire,
A
Monsieur le Directeur Départemental
de l'Equipement
Boulevard Anatole France
51000 - CHALONS EN CHAMPAGNE

N/réf : 57/2002

Objet : Révision du Plan d'Occupation des Sols (POS)

P.J. : 1 arrêté

Monsieur,

La révision du Plan d'Occupation des Sols de Mairy sur marne a été prescrite par délibération du Conseil Municipal en date du 28 mai 1996 et mise en œuvre par l'arrêté municipal du 19 décembre 1996.

La Loi Solidarité et Renouvellement Urbain (S.R.U.) du 13 décembre 2000 a supprimé de la procédure l'arrêté de mise en œuvre de la révision. En conséquence, j'ai pris un arrêté municipal qui abroge celui du 19 décembre 1996 dont vous trouverez copie en pièce jointe.

L'abrogation de cet arrêté ne remet pas en cause votre participation à la procédure de révision désormais conduite sous le régime juridique des Plans Locaux d'urbanisme. En vertu des articles L.121-4 et L.123-8 et suivants du Code de l'urbanisme vous en effet, pouvez demander à être associé ou consulté au cours de l'élaboration du projet de P.L.U.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'expression de mes sentiments distingués.

DDE 51		
S. A. E 02 1474		
le 3 JUIN 2002		
Secrétariat	Attribut	Info
Chef S. A. E.		
AU	Y	
BA		
DU		
GUGE		
MOP		
Subdl.		X



COMMUNE DE MAIRY-SUR-MARNE**ABROGATION DE L'ARRETE DE MISE EN ŒUVRE
DE LA PROCEDURE DE REVISION DU P.O.S.**

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 123-6 et suivants, R. 123-15 et suivants ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 28 mai 1996 prescrivant la révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) ;

VU l'arrêté municipal en date du 19 décembre 1996 mettant en œuvre la procédure de révision du P.O.S. pris en application des anciens articles R. 123-7 et R. 123-35 du code de l'urbanisme ;

CONSIDERANT que la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (S.R.U.) du 13 décembre 2000 qui a institué les Plans Locaux d'Urbanisme en remplacement des Plans d'Occupation des Sols a introduit des changements notoires notamment en matière d'association des personnes publiques. La loi susvisée a en effet supprimé l'arrêté municipal de mise en œuvre de la procédure de révision ;

CONSIDERANT qu'il convient d'abroger l'arrêté municipal du 19 décembre 1996 ;

, ARRETE**ARTICLE 1**

L'arrêté municipal du 19 décembre 1996 mettant en œuvre la procédure de révision du P.O.S. est abrogé.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera transmis à M. le Préfet de la Région Champagne-Ardenne, à M. le Directeur Départemental de l'Équipement ainsi qu'aux personnes publiques initialement associées ou consultées à la révision du P.O.S.

Le présent arrêté fera également l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Fait à Mairy-sur-Marne,

LE MAIRE,

